Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal modifié du 3 février 1998 portant exécution de Directives des C.E. relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi que des tracteurs agricoles et forestiers à roues.

Avis du Conseil d'Etat

(8 décembre 2009)

Par dépêche du 28 octobre 2009, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Développement durable et des Infrastructures. Un exposé des motifs ainsi qu'un commentaire des articles étaient joints au texte du projet.

Les avis des chambres professionnelles consultées n'étaient pas encore parvenus au Conseil d'Etat à la date de l'adoption du présent avis.

*

Le projet sous avis et notamment son article 1^{er} se propose de transposer en droit national pas moins de vingt directives communautaires relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi que des tracteurs agricoles et forestiers à roues. Le Conseil d'Etat se dispense d'en reproduire les intitulés.

A cette fin, le projet entend modifier le règlement grand-ducal modifié du 3 février 1998 portant exécution de Directives des C.E. relatives à ce domaine, en ajoutant à l'énumération des directives figurant à son article 1^{er} les nouvelles directives à transposer. Le mode d'intégration en droit interne des directives est celui de la transposition par référence à leur publication au Journal officiel de l'Union européenne.

L'article 2, paragraphe 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques fournit la base légale permettant la transposition desdites directives par règlement grand-ducal.

En effet, la loi du 6 juillet 2004 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques a spécialement introduit une base légale adéquate pour prendre le type de règlement faisant l'objet du projet sous avis en complétant l'article 2 de ladite loi par un paragraphe 4. Ce nouveau texte répond aux prescriptions de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution introduit par la loi du 19 novembre 2004, qui dispose que « dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'aux

fins, dans les conditions et suivant les modalités spécifiées par la loi ». Les homologations automobiles, qui comptent des prescriptions quant à la mise sur le marché de nouveaux types de véhicules routiers, font en effet que la matière légale visée relève de l'article 11(6) de la Constitution.

Quant au texte du projet de règlement grand-ducal, le Conseil d'Etat donne à considérer relativement à l'article 2 qu'il n'appartient pas à la réglementation nationale d'abroger des directives européennes comme le laisse entendre le libellé dudit article. Il propose donc de rédiger cet article comme suit:

«**Art. 2.** A l'article 1^{er} du même règlement, les références aux directives suivantes sont supprimées: 74/151/CEE; 74/152/CEE; 74/346/CEE; 75/321/CEE; 75/322/CEE; 77/311/CEE; 78/933/CEE; 79/532/CEE; 79/533/CEE; 88/410/CEE; 88/411/CEE; 88/412/CEE; 93/29/CEE; 93/31/CEE; 93/32/CEE; 93/92/CEE; 93/94/CEE; 98/38/CE; 98/39/CE; 98/40/CE; 98/89/CE; 1999/24/CE; 1999/26/CE; 1999/56/CE; 1999/58/CE; 2000/72/CE; 2000/73/CE et 2000/74/CE.»

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat approuve le projet de règlement soumis à son avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 8 décembre 2009.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Schroeder